

Le pouvoir aux travailleurs

17 août 2008

N° 146

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- 48 ^{ème} ANNEE D'INDEPENDANCE : LA RICHESSE POUR LES BOURGEOIS, LA MISERE POUR LES OUVRIERS !	2
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : POUR LE PASSAGE DE GBAGBO, LA MAIRIE DEMOLIT LES BARAQUES DES FEMMES.....	3
- POUR LUTTER CONTRE LA CHERTE DE LA VIE, IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES !.....	3
- INSALUBRITE A ABIDJAN : C'EST LE RAMASSAGE DES ORDURES QUI EMBELLIT ET NON LA CONSTRUCTION DE MONUMENTS !	4
- DECHETS TOXIQUES : LE POUVOIR SE MOQUE DE LA POPULATION !.	4
- AFFAIRE DE SORCELLERIE : UNE CROYANCE QUI TUE	5
- RMO : TRAVAIL TEMPORAIRE... EXPLOITATION DES OUVRIERS	6
- NESTLE : PENDANT QUE LES PATRONS S'AMUSENT, LES OUVRIERS TRINQUENT	7
- FILTISAC : SITUATION DIFFICILE DES TRAVAILLEURS	7 - 8
- DARLING : LES JOURNALIERS FONT ECHEC A L'ARNAQUE	8

**48^{ème} ANNEE D'INDEPENDANCE : LA RICHESSE POUR LES BOURGEOIS !
LA MISERE POUR LES OUVRIERS !**

48 ans après son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire est devenue un pays où les riches deviennent de plus en plus riches alors que les pauvres sont réduits à la misère. Pourtant dans son discours, le Président prétend que la Côte d'Ivoire est un Etat de droit, qu'elle est riche et que les ivoiriens devraient s'en réjouir.

La vérité c'est que l'ouvrier n'a rien au bas de son bulletin de paie en fin de mois ; il est endetté jusqu'au cou ; il est toujours au statut de journalier au bout de dix ans d'ancienneté ; il n'arrive pas à manger à sa faim, alors qu'il se tue au travail ; payer son loyer à la fin du mois est un casse tête insoluble ; son pouvoir d'achat est réduit d'année en année du fait des augmentations incessantes des prix, sans que le salaire ne suive cette évolution ; son revenu ne suffit plus à assurer le minimum !

A l'opposé, la classe bourgeoise a affermi sa position au fil des ans. Il y a encore 15 ans, il n'était pas possible, au moins selon les termes de la loi, à une entreprise d'embaucher un journalier à la porte de l'usine comme cela se fait aujourd'hui. Le capitaliste était théoriquement obligé de passer par l'OMOCI (l'office de la main-d'œuvre). Le journalier était donc « déclaré » en bonne et due forme et 3 mois après, il était automatiquement embauché.

Parallèlement, les entreprises étatiques ont été démantelées et rétrocédées aux appétits voraces de la bourgeoisie. L'eau, l'électricité, la téléphonie, le palmier à l'huile, l'hévéa, le sucre, etc. Tout y est passé. Même le Port Autonome d'Abidjan n'a pas échappé à la rapacité de Bolloré, à qui le pouvoir actuel vient encore de rétrocéder une partie importante du port.

Il n'y a pas une grève importante dans ce pays où l'Etat ne vient au secours de la bourgeoisie en y envoyant ses corps habillés pour mater les grévistes.

Même « la guerre » a servi de prétexte à la bourgeoisie pour augmenter ses bénéfices. Des ouvriers ont été licenciés en masse. D'autres ont vu leur exploitation s'aggraver considérablement : toujours plus de production, toujours plus de rendement, avec toujours moins de bras et un salaire au plancher !

Même la « crise du pétrole » leur a servi de prétexte pour faire exploser les prix des biens de consommation courante. Ce n'est pas le pétrole qui est à l'origine de la flambée des prix. C'est la voracité de la bourgeoisie, avec la complicité du pouvoir en place.

Ces villas de haut standing, ces véhicules de luxe, ces restaurants et boutiques inaccessibles, même en rêve, au plus pauvre, ne viennent pas de nulle part. Ils viennent de l'exploitation aggravée de la classe ouvrière et du pillage des richesses du pays.

Alors, quand le Président dit que la Côte d'Ivoire est un « Etat de droit » ; qu'elle est « riche » ; que les ivoiriens doivent se « réjouir » en ce jour de fête. Il parle pour les bourgeois, pas pour les travailleurs !

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : POUR LE PASSAGE DE GBAGBO, LA MAIRIE DEMOLIT LES BARAQUES DES FEMMES.

Dans la deuxième quinzaine du mois de juillet, Gbagbo est allé inaugurer le nouveau moulin d'Abidjan dans la zone industrielle de Yopougon. Pour préparer son arrivée, la mairie a rasé les baraques des femmes qui jalonnent la route principale de la zone.

C'est avec zèle et mépris que les agents de la mairie ont fait cette sale besogne. Ils ont tout détruit sur leur passage. Ceux qui ont pu garder leur hangar l'ont fait en soudoyant les agents comme c'est devenu la règle dans ce pays où les pauvres n'ont aucun droit ! Et pourtant ces agents savent que ces endroits servent de restaurants où ces femmes font de la nourriture pour les travailleurs de la zone. Ce qui signifie que détruire ces hangars c'est non seulement enlever à ces femmes leurs seuls moyens de subvenir aux besoins de leur famille mais aussi c'est priver les travailleurs de nourritures. Mais ça, c'est probablement le dernier problème du maire et des hautes autorités de ce pays.

Leur souci ce n'est pas d'agir contre la misère dans cette zone sous leur contrôle mais d'essayer de plaire à Gbagbo. Ils veulent lui montrer, que

tout va bien dans leur commune, qu'à la zone il n'y a que des usines et des restaurants de luxe. Une manière de cacher le vrai visage de la zone et de ses travailleurs fait d'éternels journaliers, en un mot de la misère grandissante.

Ce maire, comme tous les autres de ce pays, n'ont de zèles que quand il s'agit de détruire les étalages des petites gens et non de s'attaquer au vrai problème qu'est l'insalubrité qui a gagné toutes les communes et est source de tant de maladies aujourd'hui.

Ce maire, comme ses semblables, appartiennent au camp du patronat. Ce sont les ennemis des travailleurs. C'est pour quoi, ils sont toujours méprisants envers les pauvres. Ces déguerpissements forcés sont inacceptables, quelle qu'en soient les motifs ! Même pour les beaux yeux d'un Président !

Mais qu'ils sachent que de la même manière qu'on ne peut pas cacher le soleil avec la main, un jour, cette misère qu'ils cachent par la violence, se transformera en colère et les éclaboussera en plein visage.

POUR LUTTER CONTRE LA CHERTE DE LA VIE, IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES !

Pour soi-disant lutter contre la cherté de la vie, le gouvernement dit avoir diminué les salaires des ministres. C'est la comédie, ouah ? Parce qu'on ne comprend pas comment en réduisant les salaires des ministres, ça peut augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs.

Est-ce que le prix du kilo de riz a baissé ? Et celui du gaz ? Est-ce que tous les prix n'ont pas augmenté ? Même Les tarifs dans le transport ont augmenté ! Chaque jour il y a bagarres entre les passagers et les apprentis !

Si le gouvernement voulait faire quelque chose pour le pouvoir d'achat, il allait commencer par augmenter les salaires. Ca seulement, c'est obligé !

Et si le gouvernement n'a pas l'argent, il n'a qu'à faire payer les riches. A commencer par les grosses entreprises et les banques. Mais il ne le fera pas de bon gré parce qu'il est dans le même camp que ces riches bourgeois qui exploitent les travailleurs.

L E U R S O C I E T E

INSALUBRITE A ABIDJAN : C'EST LE RAMASSAGE DES ORDURES QUI EMBELLIT ET NON LA CONSTRUCTION DE MONUMENTS !

Durant tout le mois de juillet les ordures sont restées entassées dans les rues d'Abidjan. Ce sont des montagnes d'ordures qu'on rencontre partout et ce n'est pas la première fois que cela se passe. Le boulevard Nangui Abrogoua, Adjamé 220 logements et d'autres quartiers de la commune d'Abobo sont devenus des dépotoirs. Toutes les rues sont jonchées de tas d'ordures. Les espaces vides sont devenus des poubelles à ciel ouvert. Le cas de la commune d'Adjamé est encore plus alarmant. Au rond point de 220 logements, en plus des montagnes d'ordures, les égouts étant obstrués, l'eau usée avec une odeur nauséabonde coule sur la chaussée. Ces écoulements des égouts ont endommagé la voie, rendant souvent la circulation difficile, voire impossible.

Pire, les petites gens qui vendent à proximité de ces tas d'immondices, de ces eaux puantes, sont obligés de se nourrir sur place. Ce qui entraîne pour la plupart, des

cas de maladies. Il y a quelques jours, un médecin se prononçant sur l'épidémie de la fièvre jaune qui a fait 19 morts, disait qu'aujourd'hui ce qui tue plus leurs patients c'est la fièvre typhoïde. Plus de 50% des cas de décès sont dus à cette maladie. Et ça, L'Etat en est le premier responsable, car ne ramassant pas régulièrement les ordures. Il expose les populations à des épidémies de fièvre typhoïde et de choléra.

Le problème de l'insalubrité à Abidjan est tellement sérieux que ni les pancartes publicitaires ni les monuments ne peuvent cacher cette réalité. Pour le résoudre, il faut d'abord commencer par ramasser normalement les ordures.

Alors, au lieu de faire face à ce problème de santé, le ministre de la ville et de la salubrité préfère s'adonner à la construction de monuments et d'embellissement des carrefours. Une manière de camoufler les détournements et autres pillages de deniers publics !

DECHETS TOXIQUES : LE POUVOIR SE MOQUE DE LA POPULATION !

Les déchets toxiques déversés par le Probo Koala n'ont pas fini de faire des victimes. Un chauffeur et un transitaire travaillant au port sont décédés le mois passé.

Ses deux décès viennent s'ajouter à ceux déjà connus officiellement. Mais qui sait combien en sont morts et combien en mourront demain ? L'eau que les pauvres boivent est probablement contaminée. Mais qu'importe aux riches et aux gouvernants, eux ils ont les moyens de boire de l'eau minérale comme Awa !

D'ailleurs, si le pouvoir s'en souciait, il aurait pris des mesures pour enlever ces déchets toxiques qui traînent toujours par dizaines de tonnes dans la nature.

Aujourd'hui, le pouvoir en place dit à nouveau qu'il va poursuivre en justice les responsables de cette catastrophe. Si seulement l'hypocrisie tuait ! Est-ce que ce n'est pas ce même pouvoir qui a libéré le patron du port, de la douane, etc, dont les responsabilités crevaient pourtant aux yeux ?

L E U R S O C I E T E

AFFAIRE DE SORCELLERIE : UNE CROYANCE QUI TUE

Le 25 juillet dernier, le journal Fraternité-Matin rapportait l'histoire de Ahou Simone qui a failli être enterrée vivante par les jeunes du village de Sahuyé, dans la sous-préfecture de Sikensi. On lui reprochait d'être à la base de la mort d'une jeune fille du village. Il a fallu l'aide de ses parents et de celui du grand père de la défunte pour qu'elle ait la vie sauve. Malheureusement cela n'a pas été le cas d'Ando Gbofê Clément. Lui a été enterré vivant sous le corps d'un jeune dont il a été accusé d'avoir provoqué la mort par sorcellerie. Il n'y a pas de mots pour décrire un tel acte. C'est purement ignoble !

Quatre des 17 personnes qui auraient participé à l'enterrement d'Ando Clément vivant ont été arrêtés par la police. L'Etat est tout aussi criminel car si pour une fois, il arrête les coupables, la plupart du temps c'est la victime qui est arrêtée. Et le comble c'est que ce genre d'affaires passe à la justice avec des condamnations à la clé pour les prétendus « sorciers » !

Les journaux et autres médias ont aussi une grande part de responsabilité dans ce qui est arrivé. La presse doit arrêter de faire l'apologie de prétendus voyantes ou devins qui démasquent les sorciers ou de raconter des histoires à dormir

debout comme celle de cet homme qui se serait changé en chauve-souris au Plateau.

Toute la société transmet tous ses miasmes de sorte à maintenir la population dans une ambiance obscurantiste. La Sorcellerie est un fonds de commerce pour de nombreuses églises ou pour certains charlatans qui abusent de la crédulité de certaines personnes. Ce qui fait que des drames comme cela on n'a pas fini d'en voir !

La misère est telle aujourd'hui au sein de la population qu'il devient plus aisé d'accuser quelqu'un de ses malheurs. Alors que les maladies, les décès et autres difficultés de la vie s'expliquent par la misère grandissante. Dans un contexte économique, où les patrons licencient plus qu'ils n'embauchent, trouver du travail est difficile et même celui qu'on trouve arrive à peine à permettre de subvenir à ces besoins. Se nourrir est de plus en plus difficile, des familles sont obligées de préparer une sauce pour la manger sur 3 voire 5 jours. Dans ces conditions, le corps a des difficultés pour résister contre n'importe quelle maladie. Quant aux soins, ils sont hors de portée de la bourse de nombreuses personnes. Ceci explique bien des maladies dont on ne connaît pas l'origine faute d'examen appropriés !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

RMO : TRAVAIL TEMPORAIRE... EXPLOITATION DES OUVRIERS

Avec la suppression de l'OMOCI, l'office qui s'occupait de l'embauche des travailleurs, de nombreuses sociétés de sous-traitance ont vu le jour. On peut citer ECO-CI, RMO, etc. Ces sociétés prêtent les services de leurs travailleurs à des entreprises qui les emploient comme journaliers. Les patrons bénéficient ainsi d'une main d'œuvre corvéable à souhait et sans aucun engagement de leur part.

Voici sur ce sujet le témoignage d'un journalier de RMO à IVOGRAIN :

« Je suis manutentionnaire. RMO m'envoie pour décharger les conteneurs. Dans cette entreprise, tu n'as pas le choix sur le type de travail que tu vas aller faire ni dans quelle entreprise tu vas atterrir. Ici à IVOGRAIN (c'est une entreprise qui fabrique des aliments pour les animaux d'élevage), mon travail consiste à décharger par exemple des sacs d'aliments ou de certains produits où souvent tu vois une tête de mort avec une croix pour montrer que le produit est dangereux. Mais malgré cela nous travaillons sans cache-nez ni de protection spéciale pour ce genre de produits. Souvent tes yeux te picotent ou tu peux avoir des vertiges. Et on ne parle pas de la poussière qu'il y a là bas. Quand tu sors de là bas, la poussière te recouvre totalement. On

n'a même pas des boîtes de « Bonnet rouge » comme les embauchés d'IVOGRAIN pour faire semblant de lutter contre toute cette poussière qui s'accumule sur nos poumons. On décharge la tonne à 200f. Il faut cependant décharger pour 4 000f soit 20 tonnes avant d'avoir soi-même 1 000f. Nos camarades qui chargent les produits finis touchent 125 f par tonne.

En plus, à RMO, il ne faut pas être malade. Quand tu es malade et que pour avertir tes patrons, tu fais des efforts pour venir les en avertir. Ils te disent que tu n'es pas malade et que tu peux travailler. Mais si tu restes à la maison, on te remplace à ton poste sans te demander ton avis. Tu prendras ce qu'il y a là à ton retour si encore, il y a du travail disponible. Si tu es malade, tu te soignes par tes propres moyens. Les conditions de travail sont très difficiles et quand tu vois tout ce que RMO nous coupe, ça fait trop mal. On est là en entendant d'avoir mieux ».

Malheureusement, depuis quelques années le rapport de forces est en faveur des patrons. Ils font ce qu'ils veulent d'autant plus que les pouvoirs publics sont de leur côté. Cette situation ne saurait continuer !

NESTLÉ :

PENDANT QUE LES PATRONS S'AMUSENT, LES OUVRIERS TRINQUENT

250 travailleurs de la société Nestlé viennent d'être décorés par le ministre de l'Emploi et de la Fonction publique. Pour les efforts consentis au prix de plusieurs années de sacrifices, ils reçoivent des médailles.

Décoration, ce n'est vraiment pas ce que les ouvriers attendent car

ce n'est pas cela qui va améliorer leurs fins de mois. Combien sont les ouvriers qui depuis 1959 ont payé de leur chair ou de leur vie pour l'enrichissement des actionnaires de cette société ? Combien sont-ils ceux qui ont vu un membre ou une partie de leur membre broyé ou cassé ?

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Combien d'ouvriers ont été exploités pendant des mois, voire des années et qui sont depuis longtemps au dehors ?

Combien d'autres qui sont à la retraite et qui n'ont pas de maison, pas de pension ?

Combien sont-ils à la retraite, avec leur maigre pension, obligés dans leur vieillesse de vivre de petits boulots ?

Combien sont-ils encore, qui après la retraite font un retour à la terre pour devenir paysans ?

Tous ces travailleurs qui depuis 1959 ont permis à Nestlé de « tirer sa renommée, surtout à la diversité, à la qualité et à la notoriété de ses produits », dont parle le ministre, qu'est-ce qu'ils sont devenus ?

Aujourd'hui la société réalise un chiffre d'affaire de plus de 104 milliards de frs. Nestlé est le numéro 1 dans son secteur et fait de gros profits. Mais ces profits vont tout droit dans les poches des actionnaires. Les ouvriers, eux, se retrouvent avec un salaire de misère, face à l'augmentation des prix.

Nestlé compte 997 travailleurs embauchés et deux fois plus de journaliers. Est-ce que RMO, dont le patron est lui-même un ex-ministre, déclare les journaliers à la CNPS ? Ce n'est visiblement ni le souci de Nestlé, ni celui du ministre. Celui-ci est seulement venu faire son cinéma, alors que les travailleurs, eux, veulent un salaire répondant au niveau de la cherté de la vie.

FILTISAC : SITUATION DIFFICILE DES TRAVAILLEURS

Nous reproduisons ci-dessous le témoignage d'un ouvrier de Filtisac, une usine qui passe pour être ultra moderne, située sur la voie Abobo-Adjamé. Elle fabrique des sacs en jute et en matières synthétiques. Les machines sont souvent au top des tops... et l'exploitation subie par les travailleurs, aussi. Voici ce qu'en dit cet ouvrier :

« A Filtisac, c'est tout un calvaire. De l'esclavage au temps moderne. De l'exploitation de l'homme par l'homme. A l'unité jute, le mois de juillet fut la période des congés qui s'étend sur un mois chaque année. Mais cette année, les congés n'ont duré que deux semaines. La reprise était donc pénible avec la fatigue que nous avons accumulée pendant toute l'année et un court temps de repos.

Mais le pire c'est le salaire après la reprise. Un salaire de misère où certains embauchés se retrouvent avec 12.000 francs comme net à percevoir. Et pourtant la banque doit encore couper 25.000 francs sur ce salaire.

Les mécaniciens, eux, on n'en parle pas. Ces ouvriers qui ont travaillé durant ces deux semaines pour entretenir les machines n'ont pas eu leur prime d'entretien qui s'évalue à 20.000 francs pour un mois, donc 10.000 francs pour les deux semaines qu'ils ont effectuées. C'est le comble total ! Le chef d'usine reconnaît bien ne pas avoir payé cette prime. Est-ce qu'elle le sera ou pas, les mécaniciens attendent de voir. Face à ce problème, les syndicats qui devraient défendre les travailleurs restent muets.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Filtisac fait partie d'une multinationale qui fait concurrence avec des sociétés comme la SIR en terme de bénéfice. Mais elle ne paye pas ses employés en conséquence. Le Directeur Général dit qu'il n'est pas venu pour quelque'un mais plutôt faire

rentrer l'argent pour son patron ! Il dit la vérité ! Mais il le dit avec le mépris qui caractérise les parvenus ! Contrairement à ce que les gens pourraient penser en voyant cette belle usine, Filtisac ne paie pas mieux que les entreprises libanaises ».

DARLING : LES JOURNALIERS FONT ECHEC A L'ARNAQUE

La directrice de production, pour avoir perdu un appareil de coiffure dans son bureau, a voulu soustraire 500 F du salaire de chacun des travailleurs. Mais cette fois-ci elle est tombée sur un os car les journaliers ont dit « non à l'escroquerie » !

Si ce n'est pas du mépris pour nous les travailleurs, comment comprendre le comportement de cette directrice ? Comment pour un appareil personnel perdu dans son propre bureau, elle peut exiger qu'on prélève 500 F à plus de 400 travailleurs ? En effet, c'est vers la fin du mois de juillet que la directrice a dit avoir perdu son appareil de défrisage dans son bureau. Pendant la paie des salaires, elle demande au comptable de prélever 500 F. Le comptable lui fait savoir qu'il a déjà payé le salaire des embauchés et qu'il ne reste que le tour des journaliers. Elle demande qu'on commence par les journaliers et à la quinzaine ce sera le tour des embauchés. C'est ce qui fut fait par le comptable mais c'était mal connaître les journaliers qui d'un seul bloc ont refusé de prendre leur paie et manifesté leur colère. Ils ont décidé

d'arrêter le travail si tout leur argent ne leur était pas versé.

La direction qui a pris peur, a retiré sa menace devant celle plus forte des travailleurs. Maintenant, pour se venger, elle n'arrête pas de renvoyer les journaliers sous prétexte qu'ils ne font pas le rendement demandé. Ainsi chaque semaine, ce sont des mises à pied pour les embauchés et des renvois pour les journaliers. Le plus flagrant des cas est celui d'un journalier mis à la porte après 9 ans de service sans embauche. Il lui a été reproché de n'avoir pas fait de rendement. Il a été mis à la porte après autant d'années de sacrifices et d'exploitation pour le bonheur de l'entreprise. Pour compte de tout solde, la direction lui a versé 400.000 F.

Et comme c'est un journalier, il n'y a pas de procédures légales pour se défendre. Mais il est bien sûr possible de mettre fin à ces agissements de la direction, en unissant la force collective des embauchés et des journaliers. La grogne des journaliers qui a fait reculer le patron est un tout petit exemple.

CE QUE NOUS VOULONS

considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation